

1776

L'ANNÉE AMÉRICAINE

DU MÊME AUTEUR

- Histoire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2018 ; coll. « Texto », 2021 (2 vol.).
- L'Amérique avant les États-Unis. Une histoire de l'Amérique anglaise 1497-1776*, Paris, Flammarion, 2013 ; éd. révisée coll. « Champs », 2016.
- From New Babylon to Eden. The Huguenots and Their Migration to Colonial South Carolina*, Columbia, University of South Carolina Press, 2006 ; 2025.

En collaboration

- La Révolution américaine et la naissance des États-Unis, 1763-1800*, Paris, Armand Colin, 2026.
- La Révolution américaine 1763-1783*, Paris, Atlande, 2025.
- Agents of European Overseas Empires. Private Colonisers 1450-1800*, Manchester, Manchester University Press, 2024.
- The Atlantic World of Anthony Benezet (1713-1784). From French Reformation to Philadelphia Quaker Antislavery Activism*, Leyde, Brill, 2016.
- A Companion to the Huguenots*, Leyde, Brill, 2016.
- Réforme et Révolutions*, Paris, Les Éditions de Paris, 2012.
- Les Huguenots et l'Atlantique* (2 vol.), Paris, Presses universitaires Paris-Sorbonne/Les Indes savantes, 2009-2013.
- Naissance de l'Amérique du Nord. Les Actes fondateurs, 1607-1776*, Paris, Les Indes savantes, 2008.
- Constructing Early Modern Empires. Proprietary Ventures in the Atlantic World, 1500-1750*, Leyde, Brill, 2007.
- Protestantisme(s) et Autorité*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2005.
- Memory and Identity. The Huguenots in France and the Atlantic Diaspora*, Columbia, University of South Carolina Press, 2003.

Bertrand Van Ruymbeke

1776
L'ANNÉE AMÉRICAINE

Tallandier / Ministère des Armées

Cet ouvrage est coédité avec le ministère des Armées,
Secrétariat général pour l'administration, Direction de la mémoire,
de la culture et des archives.

Cartes : © Légendes cartographie / Éditions Tallandier, 2026

© Éditions Tallandier / Ministère des Armées
et des Anciens combattants, 2026
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

« We seem at present to be in the midst
of a great Revolution. »

Oliver Wolcott à Laura Wolcott
(le 11 juin 1776)

À Renaud, un lecteur enthousiaste.

INTRODUCTION

En 1818, John Adams, un juriste du Massachusetts membre du second Congrès continental et l'un des auteurs de la Déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776, médite rétroactivement sur ce moment historique. « La révolution américaine ne fut pas un événement comme les autres. Ses effets et ses conséquences sur une grande partie du monde sont déjà impressionnants. Quand et où cesseront-ils ? Mais qu'entend-on par la révolution américaine ? Entend-on la guerre américaine ? La révolution a eu lieu avant que la guerre ne commence. La révolution était dans l'esprit et les cœurs des habitants¹ », observe-t-il. John Adams note les conséquences de la révolution américaine en Europe et aux Amériques, encore quarante ans après l'indépendance des États-Unis. Ce qui nous intéresse dans son propos, cependant, est surtout sa tentative de définir le moment révolutionnaire. À ses yeux, la révolution, dans le sens d'un bouleversement de l'ordre établi, ici celui de l'Empire britannique, s'est produite dans l'esprit de la population avant même la guerre d'indépendance, qui commence en 1775. Cette citation met l'accent sur la complexité de la révolution américaine et sur la difficulté d'en définir la chronologie, les contours, les étapes, les effets, voire le sens même.

Assurément et principalement, la révolution américaine est la naissance institutionnelle, politique et géographique d'un pays, les États-Unis, au début une ligue de treize républiques souveraines². Le processus qui mène à cette naissance est l'objet principal de cette étude. De 1776 à 1780, ce sont treize républiques, avec leurs constitutions propres, qui apparaissent sur la carte. Mais c'est aussi, depuis 1763, une révolte coloniale et fiscale, un bras de fer institutionnel entre le Parlement britannique et treize colonies nord-américaines, le Premier Congrès continental à l'automne 1774, puis le Second à partir de mai 1775, le tout ponctué d'émeutes. C'est aussi une guerre, de 1775 à 1783, elle-même multidimensionnelle : une guerre d'indépendance de ces treize colonies, une guerre civile entre Britanniques de métropole et Britanniques d'Amérique mais aussi entre des Américains en faveur de l'indépendance et ceux qui y sont opposés, soit les Patriotes contre les Loyalistes, et, enfin, un conflit international, presque global même, entre la Grande-Bretagne, la France, et l'Espagne – empires contre empires – avec des théâtres d'opérations en Amérique du Nord, aux Antilles, en Europe, en Afrique de l'Ouest et aux Indes. Un conflit qui mêle sur le continent nord-américain même un ensemble hétérogène de territoires et de populations, loin de Philadelphie, de Boston ou de Charleston.

Cet ouvrage s'ouvre au moment de la Boston Tea Party, en décembre 1773, et prend fin en décembre 1776. Il se concentre particulièrement sur treize mois décisifs, de juin 1775 à juillet 1776, avec un gros plan sur les six premiers mois de 1776. Ce serait une erreur de penser que les États-Unis devaient nécessairement naître de l'union de ces treize colonies britanniques nord-américaines un 4 juillet 1776. Pourquoi treize et non pas quatorze, avec le Québec comme le souhaite résolument le Second Congrès continental, quinze avec la Nouvelle-Écosse, ou dix-sept

avec les deux Florides, occidentale et orientale, aux mains des Britanniques depuis 1763 ? Pourquoi 1776, et non 1775 ou 1777 ou une autre année ? Pourquoi le 4 et non le 2 juillet ? Le hasard, le contexte, et dans une moindre mesure la géographie, mais surtout les décisions des acteurs, la politique et la guerre ont créé cette naissance. C'est l'enjeu de ce livre : comprendre comment treize colonies nord-américaines se sont unies, sont devenues des États et ont proclamé leur indépendance le 4 juillet 1776, tout en examinant les conséquences immédiates – militaires, politiques et diplomatiques – de cette remarquable et mémorable décision jusqu'à la fin de cette année 1776, une année véritablement américaine.

En réalité, l'indépendance couve depuis l'automne 1775 et pour comprendre cette soudaine accélération des événements, il faut même revenir à l'hiver 1773-1774. Car 1776 ne joue pas le rôle de 1789 pour la Révolution française. L'année de l'indépendance fait suite à douze ans de crise, depuis la fin de la guerre de Sept Ans en 1763. Dix ans plus tard, en 1773, Benjamin Franklin, le plus connu des colons, incarne à Londres la lutte des colonies contre le Parlement et le gouvernement qui tentent d'imposer une reprise en main administrative, fiscale, douanière et militaire de l'empire. Or, cette politique est jugée inacceptable par les colons.

La Grande-Bretagne, qui considère ces treize colonies nord-américaines comme prospères et fiscalement privilégiées, voire autonomes même d'un point de vue législatif, est fortement endettée. Dans les années 1760, Londres essaie ainsi de lever des impôts et des droits de douane, comme de lutter contre la contrebande, afin de combler son déficit et de faire payer les colons américains. C'est un échec. En 1773, ne reste plus que la question du thé. Londres décide de donner le monopole du marché

nord-américain à sa Compagnie des Indes orientales qui l'achemine d'Orient. Nouvel échec. Pire, les colons entrent alors clairement en rébellion. En réaction, le Parlement britannique vote des lois sévères contre Boston. Mais les autres colonies, à la surprise générale, se montrent solidaires du Massachusetts. Des délégués se réunissent à Philadelphie une première fois ponctuellement dans un Congrès de délégués à l'automne 1774, puis à nouveau à partir de mai 1775, mais cette fois-ci de manière continue. Entre-temps, une première escarmouche a lieu près de Boston, le 19 avril 1775, entre les milices du Massachusetts et l'armée britannique. À partir de l'été 1775 et jusqu'au 4 juillet 1776, la crise va ainsi crescendo jusqu'à la séparation et l'indépendance. Cette dernière s'enracine dans les débats et les décisions, voire dans la violence militaire, de ces deux années cruciales.

Notre regard se porte de manière détaillée sur cette marche vers la séparation malgré une résistance au Congrès continental de ceux qui sont attachés à l'empire, tout en défendant ardemment les droits des colonies. Avec l'indépendance, les colonies deviennent des États, des républiques, en adoptant une constitution propre, et le Congrès renforce l'unité entre elles et conduit résolument la guerre à partir de l'été 1776. Une période décisive s'il en est, une formidable et imprévisible accélération de l'histoire : treize colonies quittent un empire victorieux, prospère, florissant et envié de tous – surtout des Français – pour devenir une ligue de treize républiques et combattre farouchement leur ancienne métropole. Du côté britannique, les rebelles américains doivent revenir de gré ou de force dans l'empire. Cette indépendance est pour Londres une aberration, une trahison même. Le Congrès n'est qu'une assemblée tyrannique où un groupe d'hommes impose ses vues à toute une population. À Versailles, où on observe de près la crise

depuis son tout début, l'opportunité d'affaiblir la Grande-Bretagne en aidant ces treize colonies à quitter l'empire et en récupérant une partie de son commerce lucratif semble se présenter à l'horizon. Mais la Grande-Bretagne est un ennemi puissant, surtout sur les mers. En 1776, Versailles étudie prudemment la situation et réfléchit à une possible aide, matérielle et financière d'abord. Philadelphie, Londres et Versailles sont ainsi les trois principales scènes de cet ouvrage.

Cette étude détaillée des années 1775 et surtout 1776 est principalement construite, du côté américain, à partir d'une lecture minutieuse, au jour près, des registres du Second Congrès continental, de la correspondance des délégués et des notes et des journaux tenus par certains d'entre eux, tout comme de leurs souvenirs rédigés au crépuscule de leur vie, dans les années 1810 et 1820. Les sources des années 1775 et 1776 éclairent une lutte et une indépendance inscrites dans un quotidien législatif et offrent un aperçu intimiste sur les émotions vécues par ces acteurs, pris dans un chaos provoqué par des changements politiques radicaux et la violence de la guerre, et que la mémoire états-unienne a glorifiés en géants. Ce livre cherche ainsi à restaurer l'humanité de ces acteurs – Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, John Adams ou encore John Dickinson entre autres – avec leurs doutes, leurs vulnérabilités comme leurs convictions et leurs espoirs. Ces sources permettent aussi d'insérer les anecdotes de la vie dans la grande histoire. Cet ouvrage repose aussi sur une lecture minutieuse des rapports, de Beaumarchais notamment, qui arrivent sur le bureau de Vergennes, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Louis XVI et de ses propres notes sur la crise anglo-américaine, tout comme des débats au Parlement britannique. Cette étude offre ainsi un jeu de mises en perspective entre le travail législatif

quotidien au Congrès et une vision plus globale à partir de Londres et de Paris.

Cette lecture serrée et croisée de multiples sources bouscule quelque peu la chronologie des événements. Apparaît ainsi clairement au Congrès continental un passage progressif vers la séparation à partir de la fin de l'automne 1775 qui s'accroît dès mars 1776 pour s'imposer en mai et juin. L'ouvrage clé de Thomas Paine, *Common Sense*, un pamphlet à très fort tirage qui défend avec succès l'indépendance, n'est pas tant le point de départ de la marche vers l'indépendance que l'accélérateur d'un processus déjà enclenché. Par ailleurs, trois éléments saillants se font jour à la lecture de ces sources : l'*American Prohibitory Act* (décembre 1775), qui interdit aux colons de commercer ; la décision prise par le Congrès d'ouvrir les ports américains à l'Europe et à leurs possessions aux Antilles (avril 1776) ; et la recommandation que fait celui-ci aux colonies de couper leurs liens avec la Grande-Bretagne en rédigeant leurs propres constitutions (mai 1776). Ainsi, à partir de mars 1776, l'indépendance ne semble plus faire aucun doute, sauf revirement politique hautement improbable de Londres. Les partisans de la réconciliation deviennent minoritaires au Congrès, même s'ils défendent leur point de vue jusqu'au vote décisif du 2 juillet 1776 en faveur de l'indépendance. Ne reste plus qu'à annoncer cette indépendance au monde par une déclaration, ce qui est fait le 4 juillet.

Suit un été de tous les dangers pour les colons, désormais habitants d'États indépendants, les États unis. Londres envoie une véritable armada dans la baie de New York afin de prendre la ville et d'infliger une sévère et définitive défaite à l'armée de George Washington et donc au Congrès. Il s'agit, cependant, de faire la guerre mais aussi la paix en ramenant dans l'empire ces États, que les Britanniques considèrent toujours comme des colonies. Des négociations sans espoir

INTRODUCTION

de réussite ont lieu à New York en septembre 1776 entre les chefs militaires britanniques et une délégation du Congrès. Mais les Américains ont désormais le regard tourné vers Versailles. Leur mission : convaincre les Français de les aider à gagner cette guerre contre leur ancienne métropole.

Les Treize Colonies et batailles de la guerre d'Indépendance (1775-1776)



PREMIÈRE PARTIE

La crise
(décembre 1773-septembre 1775)

CHAPITRE PREMIER

Franklin et l'affaire des lettres (septembre-décembre 1773)

Rêves d'empire brisés

Benjamin Franklin est né à Boston en 1706 dans une famille modeste d'artisans, seizième d'une fratrie de dix-sept, dont quatre meurent dans l'enfance. Son père est fabricant de chandelles. Autodidacte porté sur les sciences, Benjamin Franklin devient apprenti au journal de son frère James, de huit ans son aîné, à l'âge de douze ans. Ensemble, ils fondent en 1721 un nouveau journal, *The New England Courant*, dans lequel Benjamin Franklin tient secrètement et anonymement une chronique divertissante, satyrique et irrévérencieuse sous le pseudonyme d'une veuve appelée Silence Dogood. Lorsqu'il avoue être l'auteur de ces billets à son frère James, après que ce dernier a été emprisonné plusieurs semaines en 1722 pour outrage aux autorités de la colonie, ils se disputent violemment. L'année suivante, alors qu'il est mineur et lié par contrat à son frère, Benjamin Franklin fuit Boston pour s'installer à Philadelphie. Il a 17 ans. Avec ses 6 000 habitants, Philadelphie est alors la

troisième plus grande ville de l'Amérique du Nord britannique, derrière Boston et New York. C'est une ville très différente de l'austère Boston, plus ouverte, plus tolérante et surtout avec une population beaucoup plus hétérogène d'un point de vue religieux et culturel. Même s'il reste dans le monde impérial anglo-américain, Franklin change de colonie et d'environnement politique. Fondée par le quaker William Penn en 1681, la Pennsylvanie est toujours aux mains de ses descendants et les quakers détiennent le pouvoir.

Franklin arrive épuisé et totalement démuné : « J'étais vêtu de ma tenue de travail, mes plus beaux vêtements devant arriver par mer. J'étais sale de mon voyage ; mes poches étaient pleines de chemises et de bas ; je ne connaissais personne, ni ne me dirigeais vers un logement. J'étais fatigué par le voyage, la rame et le manque de sommeil. J'avais très faim, et tout mon argent consistait en un dollar hollandais et à peu près un shilling en cuivre¹. »

Dès l'année suivante, Franklin part pour la première fois à Londres se parfaire comme imprimeur dans la capitale de l'empire. Il y reste dix-huit mois avant de rentrer à Philadelphie, avec déjà de solides connaissances, une excellente pratique de son métier et un premier réseau de savants et d'amis. À Philadelphie, il excelle dans l'imprimerie, lance son propre journal, *The Pennsylvania Gazette*, crée un club qu'il nomme The Junto et fonde une bibliothèque, The Library Company, et une société philosophique, l'American Philosophical Society. Il se lance même en politique et est élu en 1751 à l'assemblée de Pennsylvanie. Il publie aussi un almanach et des essais sur une variété infinie de sujets, dont ses travaux sur l'électricité qui le rendent célèbre jusqu'à Paris. En 1757, à l'âge de 51 ans, Franklin retourne à Londres mais cette fois-ci comme l'unique savant, inventeur et philosophe né dans les colonies, connu en Europe.

Benjamin Franklin, à Londres, est en mission. Au nom de l'assemblée de Pennsylvanie, il cherche à se rapprocher du gouvernement britannique afin d'obtenir que la colonie devienne une colonie royale au lieu d'être aux mains de ses Propriétaires, les descendants de William Penn. Axe majeur de la construction de l'empire anglais en Amérique du Nord au xvii^e siècle, les colonies à Propriétaires, celles qui appartiennent à une ou à des familles aristocrates, ne sont plus en vogue un siècle plus tard. La demande des habitants de Pennsylvanie pourrait être bien reçue dans les cercles décisionnaires londoniens mais les Penn, Thomas et John, ont encore beaucoup d'influence. Franklin est ainsi, depuis 1756, l'allié politique d'un certain Joseph Galloway, un riche et brillant juriste, plus jeune que lui de vingt-cinq ans, qui est à la tête d'un parti contre les Propriétaires. L'objectif de Franklin, comme il le décrit lui-même dans une langue fleurie, est de voir ces derniers « pourrir et puer dans les narines de la postérité² ». Face à eux se présente le parti en faveur des Propriétaires, conduit par John Dickinson, un jeune juriste et excellent orateur que John Adams décrira en 1774 comme « une ombre, grand mais fin comme un roseau, pâle comme la cendre ». Et d'ajouter, caustique : « on penserait à première vue qu'il n'aurait qu'un mois à vivre »³.

Franklin et Galloway estiment que si la Pennsylvanie passe sous le contrôle de la couronne, les pouvoirs de l'assemblée s'en verront accrus. Inversement, Dickinson pense que la colonie risque de perdre son autonomie sous le contrôle du roi et du Parlement. La charte pourrait être modifiée, une armée envoyée dans la colonie et l'anglicanisme pourrait devenir la religion officielle, limitant les droits des dissidents. À l'assemblée, la rivalité entre Galloway et Dickinson atteint un tel paroxysme qu'ils en viennent aux mains. Finalement, les Penn obtiennent l'appui du roi. Ils conservent la propriété de la Pennsylvanie mais doivent accepter de voir

leurs vastes propriétés dans la colonie taxées par l'assemblée. Franklin rentre à Philadelphie en 1762, fort de cette demi-victoire, mais il est battu aux élections législatives de 1764, tout comme son allié Galloway. Le parti en faveur des Propriétaires remporte la mise. Dickinson est élu. Franklin retourne à Londres, cette fois-ci comme agent, d'abord de la Pennsylvanie, puis par la suite du Massachusetts, du New Jersey et de la Géorgie.

Benjamin Franklin n'est pas un radical. Bien au contraire. En 1760, il écrit qu'il a longtemps été « de l'opinion que les fondations de la future grandeur et de la stabilité de l'Empire britannique reposent en Amérique ». Il voit les colonies américaines comme « tant de comtés gagnés par la Grande-Bretagne et plus avantageux que s'ils avaient été gagnés sur la mer autour de ses côtes et joints à celle-ci par la terre ». Car, selon lui, « étant situés dans des climats différents, ils produisent une plus grande variété de denrées et de matières premières pour plus de manufactures, et séparés par l'océan, ils accroissent d'autant plus son commerce et le nombre de ses marins ». Il ajoute que « puisqu'ils sont tous inclus dans l'Empire britannique », ils contribuent pleinement à la richesse de la métropole et de l'empire comme de la leur⁴. À la fin de la guerre de Sept Ans (1757-1763), il se réjouit de la conquête anglaise du Canada, « non seulement en tant que colon mais aussi comme britannique⁵ ». Dans les années 1760, il se dit même suspecté « en Angleterre d'être trop américain et en Amérique d'être trop britannique⁶ ». Jusqu'au tout dernier moment, Franklin croit viscéralement à la grandeur et au rayonnement de l'Empire britannique qu'il décrit encore en juillet 1776, alors que les Treize Colonies ont déclaré leur indépendance, comme « un vase de porcelaine délicate et noble », avouant avoir tout tenté pour ne pas le voir brisé⁷. Deux ans plus tôt, cependant, en janvier 1774, Franklin, le

plus britannique des révolutionnaires américains, subit un des plus grands revers de sa vie politique lors de ce que l'on appelle l'affaire des lettres de Hutchinson. Un scandale qui le pousse à rentrer à Philadelphie un an plus tard, et amorce son cheminement personnel vers l'idée d'une indépendance des Treize Colonies.

Les lettres de Hutchinson

En 1763, au lendemain de son éclatante victoire contre la France pendant la guerre de Sept Ans, la Grande-Bretagne, fortement endettée, tente une reprise en main administrative, territoriale, militaire et fiscale de ses désormais très nombreuses – vingt-six au total – colonies nord-américaines et antillaises. Le gouvernement et le Parlement adoptent toute une série de mesures dans ce sens, dont le *Stamp Act*. Cette loi de 1765 rend obligatoire l'achat d'un timbre fiscal pour tout document officiel, tout comme pour les journaux et même les jeux de cartes. Les plus belles plumes américaines, parmi lesquelles John Dickinson, contestent cette nouvelle mesure en la dénonçant comme un impôt colonial, sans précédent dans l'histoire des colonies britanniques. D'après ces pamphlétaires, le Parlement peut uniquement adopter des lois liées au commerce, comme baisser ou augmenter les droits de douane, mais en aucun cas voter des taxes dites directes. John Adams, alors avocat à Boston, déclare en décembre 1765 que « le Parlement de Grande-Bretagne n'a pas plus le droit de lever des impôts dans les colonies que le Parlement de Paris⁸ ». Seules les assemblées coloniales, au sein desquelles les colons sont dûment représentés, en ont le pouvoir. Sur le terrain, les esprits s'échauffent. La nouvelle taxe doit être perçue par des officiels, nommés pour cette seule tâche et appelés percepteurs de timbres.

À Boston, c'est Andrew Oliver, un riche marchand membre de l'assemblée du Massachusetts, qui est chargé de cette très impopulaire mission. À l'été 1765, à peine entré en fonction, Oliver est pendu en effigie et sa maison envahie, cambriolée et largement détruite par une foule en colère, menée par un groupe de radicaux qui prend le nom de Fils de la Liberté (*Sons of Liberty*). Deux autres maisons sont ciblées, dont celle de Thomas Hutchinson, alors gouverneur adjoint du Massachusetts. Devant une telle opposition, le Parlement abroge la loi dès 1766 et en vote une autre dans la foulée, dite *Declaratory Act*, qui réitère le statut dépendant et subordonné des colonies et stipule explicitement le droit du Parlement à légiférer « dans quelque domaine que ce soit » (« *in all cases whatsoever* »). Cette expression, profondément gravée dans l'esprit des colons, restera présente dans les débats durant toute la durée de la révolution.

Deux ans plus tard, en 1768 et 1769, Thomas Hutchinson entretient une correspondance avec Thomas Whately, un député au Parlement qui a occupé plusieurs hauts postes sous les gouvernements de lord Grenville (1763-1765) et de lord North (1770-1782). Se joint également à cette correspondance Andrew Oliver, avec qui Hutchinson est lié par mariage. Entre le début de 1768 et la fin de 1771, ils échangent vingt lettres. Dans celles-ci, chacun partage ses vues sur la crise qui secoue les relations anglo-américaines dans les années 1760, particulièrement à Boston. Au moment de la rédaction des premiers courriers, le calme est plus ou moins revenu mais Hutchinson et Oliver sont encore amers vis-à-vis de la destruction de leurs biens en 1766 et de ce qu'ils condamnent comme désordre et désobéissance, « anarchie » selon leurs mots. Leur correspondance reflète largement leurs discours publics à l'exception d'un passage dans une lettre de Hutchinson de janvier 1769. Dans celui-ci, il estime, certes à regret, qu'il n'est guère possible

de gouverner une colonie située à « deux mille » kilomètres de la métropole tout en assurant que ses habitants jouissent des mêmes libertés. « Il doit, pense-t-il, s'opérer une restriction de ce qu'on appelle les libertés anglaises [...] pour la paix et le bon ordre » de la colonie. Cette situation étant « préférable à toute rupture des liens avec la métropole qui, il en est certain, provoquerait la ruine de la colonie »⁹.

Dans une correspondance privée, ce point de vue, partagé par beaucoup, notamment dans les cercles du pouvoir londonien, n'est pas en soi choquant, surtout de la part d'un gouverneur adjoint nommé par le roi. Mais étant donné la grande tension qui agite alors Boston, Hutchinson n'y étant d'ailleurs pas étranger, de tels propos peuvent enflammer les foules. Hutchinson le sait fort bien puisqu'il demande à son correspondant « de garder secret tout ce qu'il écrit¹⁰ ». Un des principaux ressorts des revendications nord-américaines est justement cette question d'égalité entre les sujets de métropole et ceux des colonies. L'argumentation des pamphlétaires américains repose sur le fait que l'émigration n'entraîne aucunement une perte de droits. Le Virginien Thomas Jefferson, dans un de ses textes les plus connus, *Vue sommaire des droits de l'Amérique britannique*, publié en 1774, affirme : « nos ancêtres, avant leur migration en Amérique, étaient des habitants libres de Grande-Bretagne et possédaient le droit [...] de quitter le pays où le hasard, et non le choix, les avait placés¹¹ ». Les « libertés anglaises » sont tout aussi chéries en Amérique qu'en Angleterre, peut-être même davantage. Priver les colons de ces dernières équivaut, à leurs yeux, à les reléguer à un statut inférieur.

Rendre publics de tels propos condamnerait assurément son auteur, particulièrement s'il est lui-même né dans les colonies. Or, Hutchinson non seulement est né dans le Massachusetts mais appartient à une famille prestigieuse établie dans la colonie depuis le début du xvii^e siècle. En

1764 et en 1767, il publie même les deux premiers volumes de son *Histoire de la colonie de la baie de Massachusetts*. Ajoutons qu'en 1754, en pleine guerre de Sept Ans, il avait représenté le Massachusetts à un congrès où étaient réunis, à Albany, au nord de New York, les délégués de sept d'entre elles. Cette rencontre eut lieu d'ailleurs à la demande de Londres afin que les colonies s'entendent pour s'unir contre les Français. Au même titre que Benjamin Franklin, Thomas Hutchinson a même proposé un plan d'union des colonies du Nord, refusé par les assemblées coloniales. Le temps où ces deux Bostoniens collaboraient étroitement au nom de l'empire est désormais bien éloigné¹². Incidemment, très longtemps après, en 1789, Franklin, méditant sur le passé et avec un brin de nostalgie pour l'empire, écrira que si son plan avait été adopté par les colonies en 1754, « la séparation de la Mère-patrie des Colonies ne serait pas arrivée si tôt [...], pas avant peut-être un autre siècle¹³ ».

Boston, ville occupée

Publier une correspondance dans la presse ou dans un ouvrage à l'insu de son ou de ses auteurs n'est alors pas inhabituel dans la vie politique anglaise. Le faire, en le reconnaissant publiquement de surcroît, peut cependant valoir réprobation, voire une condamnation morale, et même davantage, particulièrement dans le climat extrêmement tendu entre Londres et Boston de ces années 1770. Depuis 1768, Londres maintient quatre régiments dans la capitale du Massachusetts, soit plus de 2 000 hommes pour une population de 16 000 habitants. Boston fait littéralement figure de ville occupée, du moins aux yeux des colons en lutte contre le gouvernement et le Parlement. Franklin désapprouve fortement cette occupation militaire. Il estime

que ces soldats sont pour les Bostoniens des étrangers, « comme des soldats du Hanovre le seraient en Angleterre, n'ayant pas été demandés par notre assemblée », et estime que ceux-ci devraient être rappelés. La mention du Hanovre est, bien sûr, une allusion au fait que George III appartient à la dynastie des Hanovriens et que, pour cette raison, il gouverne aussi ce territoire allemand¹⁴. Envoyer des troupes à Boston équivaut à « construire une forge dans une poudrière », conclut Franklin avec justesse, avec prémonition même¹⁵. Quant aux émeutes qui secouent Boston, il estime qu'elles sont « si habituelles en Grande-Bretagne qu'on penserait presque qu'elles sont une manière de gouverner ». En une année, ajoute-t-il, « j'ai vu des émeutes dans le pays sur le blé, sur les élections [...], dans les ateliers, des émeutes de mineurs de charbon, de tisserands, de charbonniers, de scieurs, de marins, de contrebandiers etc. »¹⁶.

Or, le soir du 5 mars 1770, survient à Boston un tragique accident d'une grande portée politique. Un groupe de huit soldats britanniques, gardant le bâtiment des douanes, est pris à partie par une foule d'une centaine de personnes qui leur crie de tirer, les insulte et leur lance des boules de neige. La confrontation, cependant, dégénère lorsque certains soldats, dans une grande confusion, ouvrent le feu. Cinq civils, dont le Noir libre Crispus Attucks, sont tués. Tirer sur la foule lors d'émeutes ou d'échauffourées est alors commun en Europe, mais dans les colonies nord-américaines, le fait est exceptionnel. Plus de dix mille Bostoniens assistent aux funérailles des victimes. La plupart des boutiques ferment et les cloches de la ville sonnent. Les soldats et leur capitaine, Thomas Preston, sont jugés à Boston, et non à Londres, en octobre et novembre 1770. Preston, qui malgré la tragédie garde une bonne image auprès des Bostoniens, est acquitté. Il n'aurait pas donné l'ordre de tirer. Les soldats, défendus, entre autres, par un jeune avocat de 35 ans,

John Adams, futur révolutionnaire de premier plan, sont acquittés excepté deux d'entre eux. Ces derniers sont finalement graciés mais condamnés à avoir un « M », pour le mot *manslaughter* (« homicide involontaire »), marqué au fer rouge et bien visible sur la face intérieure de leur pouce. Ce « *Boston Massacre* », une expression employée par les révolutionnaires américains (et par l'historiographie depuis), devient rapidement un instrument de propagande, illustré par une estampe de l'orfèvre et graveur Paul Revere, un Bostonien d'origine huguenote (Rivoire étant le nom de son père), prouvant que les colons sont victimes de la tyrannie d'un roi qui envoie son armée leur tirer dessus¹⁷.

NOTES

Notes de l'introduction, p. 11

1. Lettre de John Adams à Hezekiah Niles, 13 février 1818, Founders Online, National Archives (founders.archives.gov).

2. Les treize colonies, qui proclament leur indépendance le 4 juillet 1776, soit, du nord au sud, le New Hampshire, le Massachusetts, le Connecticut, le Rhode Island, le New York, le New Jersey, la Pennsylvanie, le Delaware, le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud et la Géorgie, sont fondées au cours du xvii^e siècle, de 1607 (Virginie) à 1681 (Pennsylvanie), sauf la Géorgie qui l'est en 1732. Au seuil de la révolution, la plupart d'entre elles sont royales, c'est-à-dire gouvernées par la couronne, sauf la Pennsylvanie et le Maryland, qui appartiennent toujours aux familles Penn et Baltimore respectivement, et le Rhode Island et le Connecticut, qui ont un statut particulier, plus autonome.

Ces colonies ont leur peuplement et leur économie propres. En Nouvelle-Angleterre (New Hampshire, Massachusetts, Connecticut, Rhode Island), les habitants sont de souche anglaise, dont beaucoup sont des descendants des premiers « puritains », et, plus récente, nord-irlandaise. Elles vivent de l'industrie forestière, de la pêche et de la construction navale. Newport, dans le Rhode Island, est aussi très impliqué dans le commerce des esclaves. Ce sont des sociétés homogènes, sauf le Rhode Island plus diversifié dans son paysage religieux, avec un habitat en bourgs et en villages. Dans les colonies médianes (New York, New Jersey, Pennsylvanie, Delaware), le peuplement est très diversifié avec des colons d'origine néerlandaise (l'arrière-pays du New York), allemande (Pennsylvanie), française (New York), écossaise (New Jersey) et anglaise. Elles exportent des céréales, de la viande et des fourrures. L'habitat est varié. Dans certaines régions, il est constitué de vastes fermes, voire de seigneureries même (le New York), de bourgs et de villages, avec deux villes assez importantes, Philadelphie et New York. Ce sont des sociétés tolérantes d'un point

de vue religieux, avec une grande variété d'églises protestantes. L'esclavage y est présent, particulièrement dans les villes-ports et dans le New York. Le Sud (Virginie, Maryland, les deux Carolines, Géorgie) se distingue par une population de souche principalement anglaise, avec des poches de peuplement allemand (Caroline du Nord), français (Caroline du Sud) et écossais (les deux Carolines), établie sur le littoral et un peuplement très varié (nord-écossais, gallois et allemand) et assez récent dans le piémont appalachien. Les colonies du sud pratiquent la monoculture de tabac (Virginie et Maryland), de riz et, plus récemment, d'indigo (Caroline du Sud et Géorgie) et des produits forestiers (Caroline du Nord). Ce sont des sociétés esclavagistes, avec une très importante population d'origine africaine, parfois même majoritaire sur la côte (Caroline du Sud).

Sur le plan institutionnel, ces colonies ont une organisation tripartite, plus ou moins similaire, avec un gouverneur, nommé par la couronne, la famille propriétaire de la colonie ou élu ; un conseil de membres, le plus souvent nommés par le gouverneur ou la couronne, qui fait office de chambre haute et de cour d'appel ; et une assemblée législative, la chambre basse, composée de députés élus. La première moitié du XVIII^e siècle voit ces assemblées prendre l'ascendant sur les deux autres branches et se positionner au cœur de la vie politique et institutionnelle de chaque colonie.

Notes du chapitre 1, p. 21

1. Leonard W. Labaree, Ralph L. Ketcham, Helen C. Boatfield et Helene H. Fineman (éd.), *The Autobiography of Benjamin Franklin*, 2^e éd., New Haven, Yale University Press, 2003 [1964], p. 75.

2. Cité dans Benjamin H. Newcomb, *Franklin and Galloway: A Political Partnership*, New Haven, Yale University Press, 1972, p. 59.

3. Cité dans Jack Rakove, *Revolutionaries. Inventing an American Nation*, Londres, William Heinemann, 2010, p. 82.

4. Lettre de Benjamin Franklin à William Shirley, 22 décembre 1754, dans Leonard W. Labaree (éd.), *The Papers of Benjamin Franklin*, vol. 5 (1^{er} juillet 1753-31 mars 1755), New Haven, Yale University Press, 1962, p. 449-451.

5. Lettre de Benjamin Franklin à Lord Kames, 3 janvier 1760, dans Leonard W. Labaree (éd.), *The Papers of Benjamin Franklin*, vol. 9 (janvier 1760-décembre 1761), New Haven, Yale University Press, 1966, p. 5-10.

6. Cité dans Jack P. Greene, *Understanding the American Revolution. Issues and Actors*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1995, p. 21.

7. Lettre de Benjamin Franklin à Lord Howe, 20 juillet 1776, dans William B. Willcox (éd.), *The Papers of Benjamin Franklin*, vol. 22 (23 mars 1775-27 octobre 1776), New Haven, Yale University Press, 1982, p. 518-521 ; Esmond Wright, « "The Fine and Noble China Vase, the British Empire": Benjamin Franklin's

“Love-Hate” View of England », *The Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 111/4, octobre 1987, p. 435-464.

8. *Papers of John Adams*, Adams Papers Digital Edition, Massachusetts Historical Society (<https://www.masshist.org/digitaladams/archive/diary/>), vol. 1, p. 152 (20 décembre 1765).

9. *Copy of letters sent to Great-Britain, by his Excellency Thomas Hutchinson, the Hon. Andrew Oliver, and several other persons, born and educated among us : Which original letters have been returned to America, and laid before the Honorable House of representatives of this province. In which (notwithstanding His Excellency's declaration to the House, that the tendency and design of them was not to subvert the Constitution, but rather to preserve it entire) the judicious reader will discover the fatal source of the confusion and bloodshed in which this province especially has been involved, and which threatned [sic] total destruction to the liberties of all America*, Boston, 1773, lettre du 20 janvier 1769, p. [16]. Voir aussi Kenneth L. Penegar, *The Political Trial of Benjamin Franklin. A Prelude to the American Revolution*, New York, Agora Publishing, 2011, Verbatim 2 « The Hutchinson Letters », p. 195-233.

10. Lettre du 20 octobre 1769, *ibid.*, p. [18].

11. [Thomas Jefferson], *A Summary View of the Rights of British North America* (1774). Pour une traduction française, voir Thomas Jefferson, *Écrits politiques*, trad. Gérard Dréan, Paris, Les Belles Lettres, 2006, p. 35-59.

12. Lawrence Gipson, « Thomas Hutchinson and the Framing of the Albany Plan of Union, 1754 », *Pennsylvania Magazine of History and Biography*, 74, 1960, p. 126-136. Sur le congrès d'Albany, voir Timothy J. Shannon, *Indians and Colonists at the Crossroads of Empire. The Albany Congress of 1754*, Ithaca, Cornell University Press, 2000.

13. [Benjamin Franklin], « Remarques sur le plan d'union d'Albany, le 9 février 1789 », dans *Papers of Benjamin Franklin* (franklinpapers.org).

14. Lettre de Benjamin Franklin à Thomas Cushing, 13 janvier 1772, dans William B. Willcox (éd.), *The Papers of Benjamin Franklin*, vol. 19 (janvier-décembre 1772), New Haven, Yale University Press, 1975, p. 16-24.

15. Cité dans Jack P. Greene, « The Alienation of Benjamin Franklin-British American », *Journal of the Royal Society of Arts*, 124/5234, janvier 1976, p. 62.

16. Cité *ibid.*, p. 64.

17. Richard Archer, *As if an Enemy's Country. The British Occupation of Boston and the Origins of Revolution*, New York, Oxford University Press, 2010, chap. 11 et 12. Voir aussi Serena Zabin, *The Boston Massacre. A Family History*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2020. Sur Paul Revere, voir David Hackett Fischer, *Paul Revere's Ride*, New York, Oxford University Press, 1994 et Roy Carpenter, *Paul Revere*, Maisons-Lafitte, Ampelos, 2020. Sur ses origines françaises : *La Chevauchée de Paul Revere. Un héros américain*, Vitrac, Les Éditions du Ruisseau, 2023.